

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT DU G.P.R.A.

M. Ben Khedda propose deux négociations successives :

I. - Sur les modalités de l'indépendance et la conclusion d'un cessez-le-feu ;

II. - Sur les nouveaux rapports entre l'Algérie et la France et les garanties aux Français d'Algérie.

Tunis, 25 octobre. — Voici le texte intégral de l'allocution prononcée mardi soir à Tunis par M. Ben Khedda, président du G.P.R.A. :

« La répression policière et militaire qui s'abat sur le peuple algérien constitue un génocide caractérisé et s'aggrave chaque jour. Les lynchages se multiplient sous l'œil bienveillant de la police et de l'armée colonialiste, tandis que les tortures, les arrestations et les exécutions sommaires continuent comme auparavant. »

« Cette répression se déchaîne maintenant avec un ampleur sans précédent en territoire français. Les patriotes algériens sont tués, arrêtés, expulsés pour avoir manifesté pacifiquement leur volonté de libérer leur pays et de s'opposer aux mesures de discrimination raciale qu'on leur fait subir. »

« Les cinq ministres algériens emprisonnés en France font l'objet de mesures vexatoires et humiliantes. Mais tout le poids immense des difficultés et des épreuves ne saurait pas être supporté et surmonté quand on est habitué par la certitude que l'on est dans la bonne voie et que l'idéal pour lequel on a tout donné est sur le point de triompher. »

« En cette période d'effort que connaît la lutte anticolonialiste, la force irrésistible des mouvements nationaux de libération n'est plus à démontrer. L'indépendance est maintenant universellement admise comme une nécessité historique de notre temps. On ne s'oppose plus à l'indépendance. C'est d'emblée que les peuples colonisés y accèdent les uns après les autres. »

« Qu'en est-il de l'Algérie ? Peut-elle rester pour longtemps encore en dehors de l'évolution générale de l'Afrique et du monde alors que le peuple algérien est l'un de ceux qui ont contribué le plus vaillamment à une telle évolution ? »

« Va-t-on laisser se poursuivre indéfiniment une guerre qui entre dans sa huitième année et se résigner aux dangereux déferlements qu'elle engendre sans cesse, alors que les conditions d'une paix rapide sont à portée de la main ? »

« Aujourd'hui c'est la France elle-même qui convient que notre cause est fondée et que notre indépendance est non seulement possible mais qu'elle constitue la solution nette et digne du conflit. »

« Il y a une évolution que nous ne saurions sous-estimer, persuadés que nous sommes qu'elle pourrait, en toute logique, précipiter la fin de la guerre et permettre à la paix de s'établir au plus vite. »

« Il y a deux ans la France proposait le recours à la procédure d'autodétermination, c'est-à-dire au verdict populaire. Le choix d'une telle formule consacrait l'abandon du vieux mythe de « l'Algérie française » et représentait un pas décisif vers une approche plus réaliste du problème algérien. Cette procédure avait essentiellement pour objectif de nous départager d'avec la France en laissant à la consultation populaire le soin de trancher le fond du débat. Pour nous le choix du peuple algérien était fait, et une consultation vraiment libre ne pouvait qu'aboutir à confirmer ce choix : l'indépendance. »

« Mais, depuis, les données du débat se sont profondément modifiées. D'abord, le gouvernement français admet désormais que l'Al-

gérie sera nécessairement indépendante. C'est le chef de l'Etat français qui a souligné récemment que la France ne concevait aucun doute quant à l'issue de la consultation populaire : les Algériens se prononceraient pour un Etat souverain et indépendant. »

« En second lieu, le gouvernement français ne pose plus l'indépendance de l'Algérie comme une solution qui exclut fatalement la coopération, mais une solution raisonnable sur laquelle peut être fondé l'espoir de relations nouvelles et fécondes entre l'Algérie et la France. »

« Ainsi sur la question fondamentale de l'avenir de l'Algérie, les points de vue français et algériens se sont rapprochés donnant à une éventuelle négociation des bases plus précises et plus sûres. »

« C'est dans ce contexte qu'on peut s'interroger si la procédure d'autodétermination n'est pas dépassée et s'il n'existe pas un chemin nouveau, plus court et plus aisé pour parvenir à la cessation des hostilités. »

« Nous pensons quant à nous qu'il est possible aujourd'hui de promouvoir une solution rapide du conflit, et qu'il existe pour y parvenir une méthode qui nous ferait aux uns et aux autres une économie, de temps et de sacrifice, et permettrait d'instaurer immédiatement la paix. Cette méthode consisterait à engager des négociations en vue de rechercher un accord sur le principe, les modalités et la date de la proclamation de l'indépendance, ainsi que sur la conclusion d'un cessez-le-feu. »

« Après quoi de nouvelles négociations pourraient s'ouvrir, qui auraient pour objet la définition de nouveaux rapports entre l'Algérie et la France et les garanties aux Français d'Algérie. »

« Il n'est certes pas dans notre esprit de revenir sur la procédure que nous avions acceptée il y a deux ans mais il s'agirait, et cela dans l'intérêt de la paix et de tirer les conséquences de l'évolution récente dans laquelle est entré le problème algérien. Celui-ci n'est pas une dispute juridique c'est un problème politique qui ne peut se

résoudre que dans le cadre d'une négociation directe et efficace. Ce qui est en jeu à l'heure actuelle, ce n'est pas une procédure mais la vie et l'avenir de tout un peuple, mais la paix qui tarde à s'établir et à laquelle nos deux peuples aspirent avec la même force et la même ardeur. »

« Il est grand temps d'inscrire en termes clairs et urgents la décolonisation de l'Algérie à l'ordre du jour. Nous savons que la liquidation des structures coloniales soulève des problèmes ardues et nombreux de difficultés sérieuses, mais que sont-ils en comparaison des dangers profonds et imprévisibles développés par la continuation de la guerre ? »

L'indépendance appelle la coopération

« L'indépendance pour nous est avant tout l'intégrité territoriale de l'Algérie, Sahara compris. C'est le peuple algérien exerçant sa souveraineté en dehors de toute entrave coloniale. Pour nous, l'indépendance n'exclut pas la coopération. Elle l'appelle, et cela dans l'intérêt bien compris de nos deux pays. »

« Pour nous enfin l'indépendance n'est pas la négation du problème posé par les Français d'Algérie, mais bien le point de départ d'une ère nouvelle, où, tout en cessant d'être des super-citoyens d'une époque révolue, ils auront une place conforme à leur rôle, à leurs dignités d'hommes et à leurs intérêts bien compris. »

« Les conditions d'une solution pacifique ont mûri. La méthode que nous proposons peut en accélérer l'avènement. Si toutefois le gouvernement français continue à estimer que l'autodétermination est encore la meilleure procédure pour parvenir à la paix, nous nous déclarons disposés aujourd'hui, comme hier, à ceuvrer pour une solution pacifique sur cette base. »

« En tout état de cause le G.P.R.A. est prêt à reprendre contact avec le gouvernement français en vue de la reprise de la négociation sur des bases sérieuses. »

Pour les Algériens la prise de position de M. Ben Khedda

- fournira des arguments à l'O.A.S.
- incitera les musulmans à manifester dans la rue le 1^{er} novembre

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Alger, 25 octobre. — La déclaration de M. Ben Khedda n'a pas surpris les Algériens. Il y a beau temps qu'il n'existe plus de langage commun entre la grande majorité des Européens et les membres du G.P.R.A. Que leur cas ait été très précisément évoqué, en termes qui se veulent sans doute rassurants, ne peut suffire à modifier l'attitude des Français d'Algérie.

Les musulmans, eux non plus, n'exercent pas très volontiers leur esprit critique à l'égard des prises de position officielles du G.P.R.A. On peut supposer toutefois que les moins avertis d'entre eux avaient attendu de M. Ben Khedda des assurances plus concrètes sur une imminente reprise des négociations et leur issue prochaine. Ceux-là éprouveront sans doute quelque déception de n'avoir pas appris que la paix était pour demain.

Chez les observateurs moins passionnés, dont certains sont officieux,

la déclaration du chef du G.P.R.A. suscite deux ordres de commentaires. Sur le fond, on admet volontiers que M. Ben Khedda a voulu se montrer conciliant. Ses références précises à la nécessité d'une coopération future entre la France et l'Algérie, son rappel des propos tenus récemment par le général de Gaulle lui-même, l'affirmation enfin que si la nouvelle méthode proposée n'avait pas l'agrément du gouvernement français on pourrait toujours en revenir aux bases de l'autodétermination, tout cela peut aller en définitive dans le sens de la négociation. Du moins n'a-t-on pas l'impression que des obstacles nouveaux aient été élevés.

Ce qui inquiète en revanche, ce sont les conséquences que peuvent avoir les propos de M. Ben Khedda sur le climat politique algérien — voire les répercussions qu'ils peuvent entraîner sur le plan du maintien de l'ordre.

Quelle exploitation, dit l'un de nos interlocuteurs, un Salan ou un Gardes ne vont-ils pas faire d'un tel discours ! D'abord, il se trouvera des gens pour prétendre que si le F.L.N. refuse maintenant l'autodétermination, c'est parce qu'il redoute le résultat d'une consultation populaire. Ensuite l'O.A.S. ne va pas manquer de prétendre que le F.L.N. entraîne le gouvernement vers de nouveaux abandons, augmente sans cesse ses exigences et refuse ses propres engagements pour ne plus rien accepter en deçà d'une proclamation de l'indépendance pure et simple de l'Algérie.

Quelle traduction le F.L.N. attendra-t-il donner le 1^{er} novembre aux paroles de son chef ? L'occasion paraît trop belle de faire témoignage avec éclat aux musulmans d'Algérie leur accord unanime avec la politique définie mardi par le G.P.R.A. A la procédure d'autodétermination le peuple algérien pourrait être appelé à substituer une autre forme de manifestation de sa volonté d'indépendance — éventuellement dans la rue. En ce sens, les propos de M. Ben Khedda ont encore accru l'importance, de cette échéance du 1^{er} novembre, septième anniversaire de l'indépendance algérienne, vers laquelle l'attention ici se concentre de jour en jour.

RABAT : un discours d'homme d'Etat.

(De notre correspondant particulier.)

Rabat, 25 octobre. — « Un discours souple et compréhensif », le discours d'un homme d'Etat et non point d'un militant, c'est en ces termes que M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre marocain de l'information, a apprécié la déclaration de M. Ben Khedda. « Nous l'approuvons entièrement, a-t-il ajouté, dans le fond et dans la forme. Nous appuyons les positions prises et enregistrons avec satisfaction un certain rapprochement entre les points de vue du G.P.R.A. et du gouvernement français pour mettre fin à la guerre. »

Les propos du chef du gouvernement algérien ont rejoint, estime le ministre marocain de l'information, ceux du roi Hassan II à Belgrade, à savoir que l'autodétermination était une transition permettant d'aboutir à la reconnaissance et à la proclamation de l'indépendance de l'Algérie. « Cette indépendance n'est plus mise en cause », a poursuivi le ministre. Il est donc essentiel d'engager dès maintenant des négociations. Elles doivent, pensons-nous, porter sur le fond du problème et non sur des procédures, avoir l'indépendance pour point de départ et non pour un but à s'emparer. Ainsi le G.P.R.A. serait plus fort pour définir ses nouvelles relations avec le gouvernement français, s'engager vis-à-vis de l'opinion publique algérienne, engager valablement l'avenir de l'Algérie et définir l'étendue de sa coopération avec la France. »

TUNIS : le chef du G.P.R.A. a osé dire tout haut ce que chacun pensait tout bas

(De notre correspondant particulier.)

Tunis, 25 octobre. — La déclaration de M. Ben Khedda a été très favorablement accueillie à Tunis. « Réalisme, lucidité, approche nouvelle du problème », disaient mardi soir les « milieux autorisés » tunisiens. Commentaires tout aussi élogieux dans diverses ambassades, plusieurs diplomates occidentaux.

C'est la rigueur logique de l'exposé du leader F.L.N. qui a produit la plus forte impression. « En se demandant si l'autodétermination n'est pas dépassée, estiment les Tunisiens, M. Ben Khedda a simplement osé dire tout haut ce que chacun pensait tout bas depuis le 5 septembre. L'autodétermination est devenue un mythe, même pour de Gaulle, puisque tout le monde admet qu'elle ne

pourra déboucher que sur l'indépendance. Le G.P.R.A. a désormais la logique pour lui. »

Mais, dira-t-on, qu'advient-il si, une fois le principe de l'indépendance proclamé, on ne parvient pas à se mettre d'accord sur l'association et les garanties ? Le F.L.N. ne semble pas considérer cette incertitude comme une faiblesse de son plan, affirmant que son désir de coopération est sincère et qu'il ne tient pas à voir les ressortissants français quitter l'Algérie en masse.

Enfin, il serait absurde, dit-on à Tunis, de prétendre que le F.L.N. redoute l'autodétermination alors même que le général de Gaulle ne se fait aucune illusion quant à l'issue de celle-ci.

Interim.

M. Louis Joxe a présenté le budget de l'Algérie à la commission des finances

M. Louis Joxe, entendu mardi soir par la commission des finances de l'Assemblée nationale, est employé à justifier les modifications apportées à la présentation des crédits destinés à l'Algérie. Il a rappelé l'évolution des programmes d'équipement (963 millions de NF en 1959 (neuf mois), 1 717 millions en 1960, 2 000 millions en 1961).

En 1961, a-t-il poursuivi, le gouvernement a eu à faire face à une crise de confiance du secteur pri-

vé, à une crise agricole due surtout aux éléments, et enfin à une pénurie d'hommes.

Le plan de Constantine dont les objectifs avaient parfois paru trop ambitieux, a été adapté à la réalité. « Il s'agit avant tout de nourrir des hommes », a-t-il ajouté.

L'effort de scolarisation a été et sera encore maintenu. En 1965 la scolarisation sera complète. Dans le domaine industriel les études pour la réalisation d'un grand complexe seront poursuivies ainsi que la construction d'une usine de liquéfaction du méthane. Soixante-seize mille logements doivent aussi être mis en chantier.

Il y a en Algérie, a conclu le ministre, des tâches permanentes, des impératifs constants qui s'imposent, quoi qu'il arrive. Bien sûr, a-t-il déclaré, si l'Algérie part à la dérive, il n'y aura plus de budget.

« Répondant d'autre part à une question relative au rapatriement des troupes, M. Joxe a reconnu que dans certaines régions les retraits d'unités avaient provoqué « des traumatismes ». Mais, a-t-il poursuivi, ces retraits n'ont pas porté atteinte au principe de sécurité que nous entendons maintenir. »

Au sujet des S.A.S., M. Joxe a déclaré que leur nombre n'avait pas changé. Cependant on s'orientait dans ce domaine vers un statut civil.

Après le départ du ministre, la commission a adopté les crédits ouverts aux services civils en Algérie.

APRÈS LES MANIFESTATIONS MUSULMANES A PARIS

Nouvelles protestations

La Ligue des droits de l'homme s'élève une nouvelle fois contre les mesures prises à l'égard des musulmans algériens, proteste contre la prolongation de leur détention et « exprime le regret que les nationalistes n'aient pas eu accès aux lieux de détention ». Elle estime que l'attitude du gouvernement « contredit la volonté de négociation qu'il affirme et risque de la rendre inopérante. »

Le Comité de vigilance des justes républicains s'indigne de la répression sanglante de manifestations pacifiques, des sévices dont les Algériens sont victimes et des conditions scandaleuses de leur séquestration.

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix s'inquiète du sort des détenus transportés en Algérie sans avoir pu revoir leur famille ni prendre aucun bagage, et dont la destination n'a pas été clairement précisée.

« LA MOTION DU MOUVEMENT DES INGÉNIEURS ET CADRES CATHOLIQUES (M.I.C.A.G.) analysée hier, déplorait et particulièrement les attentats terroristes, d'où qu'ils viennent, contre le personnel du service d'ordre et les personnalités politiques » (et non pas personnalités catholiques, comme il a été imprimé par erreur).

« UNE CINQUANTAINE DE MEDICINS nous ont adressé le texte d'une motion qui est signée pour protester contre la répression des récentes manifestations algériennes et contre le retard apporté à l'évacuation des blessés » maintenus parqués sur la voie publique. »

« M. CLAUDE BOURDET, CONSEILLER MUNICIPAL (P.S.U.), a demandé au préfet de police « s'il ne serait pas temps, plutôt que de continuer à étouffer les lettres des Algériens de la région parisienne, de leur laisser exposer librement leurs griefs sans crainte de représailles, et d'écouter qu'ils ne recourent à un terrorisme, qui est ici comme toujours, l'aboutissement inévitable du désespoir. »

« UNE DÉLEGATION DES MAIRES COMMUNISTES s'est rendue mardi à la préfecture de la Seine pour protester contre « les violences policières à l'égard des musulmans et réclamer des mesures en faveur des familles algériennes. Cette délégation était composée de MM. Barbet (Nanterre), Marrane (Jury), Karman (Aubervilliers), Petit (Beaugrenouilles), Guesnier (Bobigny), Kerantret (Romainville), Petitot (Villetaneuse). »

« A TURQUANT certains aménagements des horaires de visite ont de nouveau été apportés au régime de détention de Bembela et de ses congénères. Les avocats des internés ont fait remarquer que les personnes autorisées à voir leurs clients ne pouvaient, dans les conditions nouvelles qui étaient imposées aux prisonniers, facilement se rendre à Turquant, aucun train ne leur permettant de s'y rendre aux heures fixes pour les visites. Celles-ci pourront dorénavant avoir lieu de 11 heures du matin à 17 heures. »

Un commentaire de « la Croix »

On lit dans le journal la Croix : « Nous continuons de recevoir, au sujet des conditions d'internement des Nord-Africains arrêtés, vendredi dernier, des précisions fort pénibles. Très justement le général de Gaulle parlait il y a peu de jours des pays qui, en cédant aux chantages, risquent de « perdre leur âme ». Mais il y a bien des manières pour un pays de « perdre son âme ». »

« Si nous avions un vrai Parlement, c'est dès la fin de la semaine dernière qu'une commission d'enquête aurait pénétré dans les centres de tri, d'où les journalistes sont évidemment repoussés avec tant de soin. »

« Déjà nous avions connu le « con-vol modèle », au cours duquel on avait fait bénéficier du confort Air France quelques expulsés, en l'honneur de qui furent convoqués photographes et cinéastes. Cette façon de procéder devait fatalement produire le plus fâcheux effet sur tous les citoyens qui réfléchissent. — P. L. »

10 % des effectifs musulmans des services municipaux ont suivi les mots d'ordre du F.L.N.

Dans une question écrite au préfet de la Seine M. Jacques Dominati, conseiller municipal (Action municipale), révèle que « sur les 10 000 manifestants interpellés à Paris lors de la démonstration de masse déclenchée par la Fédération de France du F.L.N. le 17 octobre dernier, 200 à peine appartenaient, à des titres divers, aux services municipaux (nettoyement, établissements hospitaliers...). M. Dominati ajoute qu'un dixième (188 sur 2 000 environ) a, bon gré mal gré, suivi les consignes du F.L.N. »

M. Dominati demande que le cas de ces agences, « contraintes » à manifester pour le plus grand nombre, soit examiné avec bienveillance.

Les cadavres de quatre Nord-Africains sont retirés de la Seine.

Des marins ont retiré mardi de la Seine les cadavres de trois Nord-Africains qui flottaient à peu de distance l'un de l'autre près du pont de Bezons. Les corps avaient séjourné longtemps dans l'eau, et il a été impossible, au premier examen, de déterminer dans quelles conditions les Algériens ont été tués. Le parquet de Versailles a ordonné une triple autopsie.

A Paris le corps d'un quatrième musulman a été découvert mardi soir près du Pont-Neuf. Le malheureux portait des blessures à la tête.

100 Mots minute en 8 semaines Speedwriting

100 Mots minute en 8 semaines Speedwriting. 37, rue de Rivoli, Paris. COUTURE RECON D'ESSAI GRATUITE.

machines à dicter

de l'enregistreur de poche à l'équipement d'un central dactylographique.

ABERNATHY	PHOENIX	BRUNDIG	MINIFON	OLYMPIA
PHILIPS	POLYDICT	TELEFUNKEN	UNER etc...	

Toutes les grandes marques, services entiers.

LA MAISON DU MAGNÉTOPHONE

La plus importante maison spécialisée d'Europe.
9, rue de la Paix, PARIS 2^e, RIC. 73-29, au 1^{er} étage.
Parking Place Vendôme.

Depuis 1848

Grands Vins de Bourgogne

ROPITEAU

MAISON FONDÉE EN 1848

100, rue de Valenciennes, PARIS 11^e

DOCUMENTATION ET TARIF SUR DEMANDE

ÉTUDES SPÉCIALES POUR CAISSER-CAUVAUX

RENSEIGNEMENTS ET ESSAIS

VOLKSWAGEN

164, Av. de Neuilly, Neuilly-Paris

Mai 96-10

71 CHEZ SES AGENTS :

ARGENTEUIL (S.-et-O.). Garage des Glaciers, 47 à 51, bd Gallieni. - Tél. 961-03-44.

ASNIÈRES (Seine). Inter-Garage Rémond, 43, av. d'Argenteuil. - GRM. 36-68.

PARIS 14^e. Grand Garage Coulmiers, 9, r. de Coulmiers. - BLO 49-22.

PARIS 15^e. Ets J. MEYER, 101, rue Saint-Charles. - VAU. 15-95

PARIS 16^e. Garage du Bois-Point de Paisy, 5, r. de la Tour. - TRO. 04-04.

PARIS 17^e. Garage Sausure-Carding, 73, rue de Sausure. - MAC. 36-34.

PARIS 18^e. Garage Lamarck-Dubonne, 14, rue Lamarck. - MON. 42-87.

ST-GERMAIN-EN-LAYE (S.-et-O.). Garage Ampère, 21, rue Ampère. - Tél. 963-02-60.

SURESNES (Seine). Garage Carnot, 76, bd Henri-Sellier. - LON. 54-17.